

FRACTURE ET SOUFFLE DE VIE

Le livre, autobiographique, a comme point de départ la fracture d'un bras qui amène l'auteur à découvrir une fracture plus profonde : celle de son couple, onde de choc de la grande fracture du génocide rwandais.

Ce sont des chroniques personnelles qui interrogent : comment vivre à côté d'un mari qui veut changer le monde en se battant contre de nombreux obstacles ? Comment accepter qu'il y a un prix à payer soi-même, mais aussi un prix que l'on fait payer à d'autres ?

Des chroniques qui décrivent un même combat contre l'injustice et la pauvreté, son mari avec les paysans africains, et elle avec ses élèves. Des combats personnels mais qui rejoignent les grands combats de notre époque. Des fractures, mais aussi les moments bénis où le « ciel » se dégage pour donner un coup au destin.

Des chroniques enfin qui révèlent des pays comme l'Algérie, le Sénégal, le Bénin, le Rwanda, pleins de potentialités et de richesses.

C'est donc une histoire personnelle qui s'inscrit dans la grande Histoire des fractures de notre époque, celles de la décolonisation, de la guerre d'Algérie et du génocide rwandais de 1994. Des fractures, mais un souffle de vie qui permet d'espérer.



Née en 1936 dans une famille protestante, Marguerite Carbonare poursuit des études de lettres classiques à Besançon et Grenoble, et part avec son mari, Jean Carbonare, en Algérie où elle sera professeur de français de 1961 à 1975, puis au Sénégal de 1975 à 1987. Elle enseignera bénévolement quelques mois au lycée de Kigali après le génocide. Tout au

long de ces années africaines, elle accompagne son mari dans des combats exaltants, mais parfois difficiles, contre la pauvreté et pour la justice. Elle vit actuellement à Dieulefit dans la Drôme.



9 782296 568400

978-2-296-56848-8

20 €

Marguerite Carbonare

FRACTURE ET SOUFFLE DE VIE

Marguerite Carbonare

FRACTURE ET SOUFFLE DE VIE



Ecrire l'Afrique
Ecrire l'Afrique

L'Harmattan

Et trouver nos deux mains dans leurs mains ?

Regarde ton peuple en chemin,
Il est lourd de tant de questions !
Il supporte fatigues et chagrins,
Il connaît divisions et pardons.

La profession de foi, a été aussi un beau moment, c'était un extrait d'une Profession de Foi de Monseigneur Gaillot, tirée de son livre, *Le monde crie, l'Église murmure*. Elle a été dite en plusieurs langues européennes et africaines, par des gens de différents pays :

« Nous croyons en Dieu notre Père

Femme et homme, il nous créa.

Il nous confie l'univers,

Pour qu'en tout temps et en tous lieux

retentisse l'appel à la vie ».

Le soir, en rentrant, nous avons vu une émission à la télévision sur Elsa et Aragon. Guy Béart et d'autres chanteurs interprétaient des poèmes d'Aragon, en particulier :

Que serais-je sans toi qui vins à ma rencontre
Que serais-je sans toi qu'un cœur au bois dormant
Que cette heure arrêtée au cadran de la montre
Que serais-je sans toi que ce balbutiement ?
J'ai tout appris de toi sur les choses humaines
Et j'ai vu désormais le monde à ta façon
J'ai tout appris de toi comme on boit aux fontaines
Comme on lit dans le ciel les étoiles lointaines
Comme au passant qui chante on reprend sa chanson
J'ai tout appris de toi jusqu'au sens du frisson.
Que serais-je sans toi qui vins à ma rencontre
Que serais-je sans toi qu'un cœur au bois dormant
Que cette heure arrêtée au cadran de la montre
Que serais-je sans toi que ce balbutiement ?
J'ai tout appris de toi pour ce qui me concerne
Qu'il fait jour à midi, qu'un ciel peut être bleu
Que le bonheur n'est pas un quinquet de taverne
Tu m'as pris par la main dans cet enfer moderne
Où l'homme ne sait plus ce que c'est qu'être deux

Tu m'as pris par la main comme un amant heureux.

Au soir de cette journée, j'ai décidé de repartir au Rwanda pour accompagner Jean, pour rompre sa solitude, être une présence. Je voudrais lui offrir ma douceur, sans fadeur ni compromis, mais avec ferveur et transparence. Être avec lui et aussi avoir le temps d'écrire. Écrire sur nous, notre passé, notre présent, cette nouvelle page rwandaise que nos deux mains tournent ensemble gravement.

Les chantiers de fabrication de briques ont commencé à Runda.

Le président de la République rwandaise devait aller là-bas ce matin, incognito. L'ouverture officielle ne se fera qu'à notre retour vers le 5 février. Je suis très émue en pensant à ces veuves, ces orphelins de douze ans qui fabriquent des briques. Ils vont ainsi faire d'une pierre deux coups : gagner leur nourriture grâce au PAM, par leur travail, manger à leur faim et en même temps participer à la reconstruction du pays (au sens propre du terme !). Voilà des pauvres, parmi les plus pauvres, la veuve et l'orphelin, remis « debout », ressuscités. Cette vision de résurrection l'emportera sur celle des charniers.

Je voudrais partager Pâques avec Ezéchias et Joséphine, avec Augustin. Cette fête tombe cette année le 16 avril. Ce sera pour eux et pour tant d'autres le premier anniversaire de la mort de leurs parents. Nous pleurerons ensemble, mais Dieu nous donnera aussi son Esprit pour nous dégager des bandelettes du tombeau : tristesse, peur, sans doute haine des bourreaux, pour que nous puissions nous mettre debout.

Dieulefit, ce 28 janvier 1995

Jean est revenu le 25 janvier. Malgré mes appréhensions, nous nous sommes bien retrouvés : un grand apaisement dans notre relation.

Dire que nous repartons dans trois jours. Serons-nous logés dans la même maison à Kigali ?

Chapitre VIII

Retour à la Vie

Kigali, mardi 7 février 1995

Oui, nous avons retrouvé la même immense maison. Je n'ai rien écrit depuis longtemps. Pas le temps. Mais aussi une sorte de résistance intérieure, sans doute parce que Jean s'intéresse si peu à mon projet d'écrire. Une fois de plus, le poids de la solitude. Mais il ne faut pas que je me laisse arrêter par son manque d'enthousiasme. C'est pour moi que j'écris. Et aussi pour répondre à l'appel qu'Étienne Matthiot m'avait lancé, déjà en juin 1981¹⁰.

Hier soir, au cours du repas, avec des responsables de Médecins du Monde et de Juristes sans frontières, Jean a évoqué son cheminement africain. Une ou deux fois, j'ai rectifié des détails. Il n'a pas apprécié que je le fasse en public et il s'est « amusé » à me demander de lui faire des excuses. Moi non plus je n'ai pas apprécié et je le lui ai dit au moment de me coucher. Il était étonné, ennuyé. Je lui ai dit que même si c'était par plaisanterie, je n'aimais pas cette façon de m'inférioriser. Désormais, je me révolterai ! « L'avenir de notre couple en dépendant, je te tiendrai tête sans me laisser faire comme avant. Comme notre relation est fragile ! Et pourtant j'ai pu lui pardonner et nous nous sommes endormis paisiblement après avoir prié « Notre Père » ensemble.

Ce matin nous sommes retournés sur le chantier de Runda, à une quinzaine de kilomètres de Kigali, cette fois-ci, avec le général Toussignant, de la MINUAR (Mission des Nations unies au Rwanda).

Hier, le four pour cuire les briques avait déjà atteint quatre mètres. Il sera fini la semaine prochaine. Il faut donc vite trouver un camion pour transporter le bois nécessaire à la cuisson : sept stères pour vingt mille briques. Le bois sera disposé dans des ouvertures prévues à cet effet et la chaleur sera diffusée au moyen de cheminées intérieures. Au bout de dix jours environ, la cuisson est terminée : les briques de gris-vert deviennent rouges et sont très solides. Elles se vendent, sur place, entre deux et trois francs rwandais (quatre à six centimes français, et, à Kigali, dix francs rwandais (vingt centimes français). Les petits garçons qui travaillent sur le chantier ne veulent pas de salaire en nature avec les vivres du PAM, mais cent francs rwandais par jour. Il faudra soit vendre des briques, soit vendre l'équivalent de leur ration alimentaire pour les payer.

Jeudi 9 février 1995

Ce matin, Alain Frilet, de *Libération* est venu avec un journaliste du *Washington post*, John. Nous avons fait un tour avec eux sur le chantier de Runda. A mon grand étonnement, le premier four est terminé, recouvert de bâches du HCR, et les ouvriers commencent à désherber une nouvelle aire, juste à côté, pour la construction d'un deuxième four. Comme cela va vite ! Les journalistes étaient très contents de voir ce travail.

A midi, Jean déjeunait à la Présidence de la République avec le général Toussignant. Heureusement, Pierre Desmeret de la Cimade a pu le conduire en voiture jusqu'au siège de la MINUAR. Nous n'avons pas de voiture depuis deux jours. L'embrayage de celle que la présidence a mise à notre disposition est cassé. Cela devient vraiment un handicap pour le travail de Jean. Nous avons hâte de trouver un financement ou un véhicule neuf. Augustin, très gentiment, a accepté de nous dépanner ce soir et de nous conduire au palais où nous sommes invités à dîner chez le général Kagamé et sa femme.

Le général Toussignant a raconté que, tout récemment, alors que le génocide a pris fin, les forces de la MINUAR, agressées par un groupe de miliciens à Cyangugu, avaient dû riposter : deux morts et trois blessés. De véritables bandits qui étaient en train de piller,

continuant leur brigandage commencé sous les yeux des soldats français de l'Opération turquoise. Ceux-ci n'avaient rien fait, à l'époque, en juin-juillet 1994, pour les empêcher de détruire les maisons des Tutsi ou de voler portes, fenêtres et tôles des maisons abandonnées. La ville donnait l'impression d'un véritable cataclysme.

Le général Toussignant a confirmé ce que nous avait dit Maria Mallagaridis de *La Croix* : des spécialistes japonais annoncent un tremblement de terre imminent à Goma et une éruption volcanique qui risque d'engloutir complètement l'un des trois grands camps de réfugiés. Si seulement cette prévision pouvait accélérer leur retour au pays ! Ils sont complètement intoxiqués par la propagande du gouvernement intérimaire autoproclamé et ils vivent dans la terreur du retour. Pierre Desmeret, équipier de la Cimade, nous a longuement parlé de cette peur des gens : peur de retrouver leur logement occupé, peur de se faire arrêter, peur de se faire tuer par des soldats du FPR. Et pourtant, quand Augustin nous raconte comment les gens vivent actuellement dans les villes comme dans les villages, côte à côte, chacun sachant exactement qui est chacun, mais désirant « oublier » (est-ce possible ?) pour regarder vers l'avenir et reconstruire le pays, on sent que le Rwanda écrit sa propre histoire, sur une page neuve, qui se veut courageuse et exemplaire.

Tout logement occupé doit être rendu dans les quinze jours à son propriétaire de retour, à sa femme ou ses enfants. On ne peut arrêter un présumé coupable que sur le témoignage de cinq personnes. Quant aux soldats du FPR, si certains se sont vengés personnellement sur les assassins de leur famille, ils restent, dans l'ensemble, admirablement disciplinés. C'est même un miracle qu'il n'y ait pas plus de représailles sur les « génocidaires ». Qu'on pense à toutes les liquidations extrajudiciaires en France, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, estimées officiellement à environ dix mille personnes.

Jean vient de partir avec Pierre voir Mac Lenon du Conseil Mondial des Églises. Pierre semble tout à fait prêt à collaborer avec l'Agence. Ce serait formidable si l'on pouvait repartir avec la Cimade, comme en 1961-62, en Algérie. Cela redonnerait un sens

à l'action du Conseil Œcuménique des Églises (COE) qui, pour le moment fait du « saupoudrage », en aidant ici un groupe de veuves, là un groupement de paysans, travail sans cohérence, très dispersé, où l'on dépense beaucoup d'argent et d'énergie, sans s'inscrire dans la durée d'un travail significatif de reconstruction. Que l'Esprit les inspire et guide leur réflexion ! Pierre réalise que le problème numéro un pour les réfugiés de retour, c'est celui du logement. Il a envie, dans ce domaine, de collaborer avec l'ARDEC.

Kigali, vendredi 10 février 1995.

Notre soirée chez le vice-président, le général Kagamé et sa femme a été très agréable. Arrivée dans la petite 4L « minable » d'Augustin, dans un grand parc, très impressionnant de nuit, jusqu'à une vaste maison entourée d'une belle véranda. En centre-ville. C'est là qu'ont vécu Habyarimana et sa famille. L'intérieur est beaucoup moins luxueux et imposant que celui de la résidence de Kanombé où nous avons été reçus par le président Bizimungu et sa femme (celle-là même dans le jardin de laquelle a été abattu l'avion présidentiel du président Habyarimana).

La simplicité des lieux nous met tout de suite à l'aise. Immaculée, notre fidèle amie traductrice, est là et nous pouvons aborder des sujets vitaux : celui du jugement des responsables du génocide et de leurs complices, dont notre pays. Nos hôtes auraient aimé qu'on leur explique pourquoi les pays occidentaux s'acharnaient contre le nouveau gouvernement qu'ils qualifiaient de Tutsi. Ils se sentent guettés et menacés à tout moment, sans qu'on prenne leur défense. Leur sentiment d'isolement est poignant. Que répondre ? Ils subissent le sort injuste, odieux, incompréhensible, réservé aux minorités, qu'elles soient juives, kurdes, palestiniennes ou bamilékées, surtout quand ce sont des minorités actives et dynamiques. Mais pourquoi cette agressivité de notre pays qui exige des Tutsi ce qu'ils n'ont jamais exigé des Hutu en matière de Droits de l'homme ?

Au moment de nous séparer, la femme du général m'a dit au revoir avec un très bon sourire qui m'a rappelé celui de Jacqueline,

ma sœur aînée, décédée il y a treize ans bientôt. Instant de grâce et de bonheur inattendu...

Ce matin, Jean a emmené, sur les deux chantiers de Runda, Joël Ma Lenon, du COE, que nous avons rencontré (par hasard ?) à l'aéroport de Nairobi. Très impressionné par le travail, il a demandé à Jean de lui faxer à Genève, avant mardi, un texte décrivant le projet. Il veut le présenter à une réunion du COE sur le Rwanda. Si seulement le COE pouvait prendre en charge une partie du projet !

Kigali, jeudi 18 février

Nous avons été sans voiture tout le week-end. Heureusement Augustin est passé dimanche matin et il nous a amenés juste à temps pour le rendez-vous avec Jacques Bihozagara (dont j'avais fait la connaissance à Mombassa en décembre 1993), le ministre de la Réhabilitation et de la Reconstruction, à l'immeuble Kabuga. Cet immeuble est le seul de Kigali qui n'ait pas été touché par les obus pendant la guerre. Il était la propriété de Kabuga, le propriétaire de la « fameuse » et tristement célèbre Radio des Mille Collines.

Nous étions heureux de nous retrouver avec Jacques. Son ministère vient de sortir deux études très détaillées avec l'identification des sites de maisons à construire dans les différents quartiers, le nombre de maisons par quartier, les plans des maisons, depuis les « maisons économiques » jusqu'aux maisons de haut standing, avec leur coût et le coût de la viabilisation. Un programme de quatre mille deux cent dix maisons. Coût total : trente-sept milliards neuf cent douze millions deux cent quatre-vingt-un mille trois cent quarante-neuf francs rwandais. Jacques était très content d'apprendre que les chantiers de l'ARDEC allaient fournir des briques cuites qui pourraient approvisionner les chantiers de construction.

Mardi 7 février 1995

Nous avons visité les deux chantiers de Runda avec le directeur de l'UNICEF, Monsieur Tool, le directeur de l'USAID, la femme de l'ambassadeur des États-Unis, Pierre, en présence des quatre

membres du bureau de l'ARDEC : la présidente, Madame Kagamé, Madame Mugabo, Adolphe et Antoine Mugesera, le secrétaire. A part ce dernier, tous les autres visitaient les chantiers pour la première fois et ont été très favorablement impressionnés. Il faut dire qu'une belle ambiance régnait : les petits garçons avaient repris le transport de briques sur leur tête, depuis le lieu de séchage des briques jusqu'au deuxième four, en voie de construction, juste à côté du premier qui attend toujours ses quarante-sept stères de bois pour cuire ses cent vingt mille briques. Les adultes, hommes et femmes, malaxaient la terre et la mettaient dans des moules en bois.

Sur le deuxième chantier : même animation. On commence à construire un premier four de soixante-dix mille briques. Mais on sent une différence de mentalité sur ce deuxième chantier, car les ouvriers ont décidé d'élever un grand hangar communautaire avec des perches d'eucalyptus, recouvert des bâches du HCR. Nous y étions bien, à l'abri du soleil. C'était d'autant plus agréable qu'il tapait fort, ce soleil d'avant l'orage. Nous sommes arrivés à Kigali quand il a éclaté. Nous avons eu beaucoup de chance qu'il n'ait pas plu pendant la visite. Nos visiteurs étaient passionnés et Monsieur Toul a confirmé sa décision de participer au budget de fonctionnement de l'ARDEC.

Au retour, Madame Kagamé a montré les bureaux de l'ARDEC, en plein centre-ville, près de la préfecture. Jean était très heureux de cette matinée si fructueuse.

Jeudi 9 février

Hier matin, j'ai accompagné Jean et Augustin, le frère de Joséphine, à Tambwé, à quatre-vingts kilomètres environ de Kigali, dans la préfecture de Gitarama, après Runda. Nous avons quitté la route goudronnée pour prendre, au flanc d'une colline, une piste en latérite très étroite. Si étroite que nous ne pouvions même pas croiser des vélos ! Beaucoup d'hommes et de femmes sur cette piste. En allant à l'intérieur du pays, on réalise encore mieux que les gens reviennent nombreux et repeuplent les campagnes.

Le chauffeur a arrêté la voiture au bord d'une petite vallée verdoyante où des femmes cultivaient leur champ. Nous l'avons traversée et, après avoir sauté un petit ruisseau qui bordait le chantier, nous avons rencontré les travailleurs. Une soixantaine d'hommes est arrivée des quatre coins du chantier. Jean leur a adressé quelques mots qu'Augustin a traduits. Nous étions entourés d'une vingtaine d'enfants d'une dizaine d'années, surtout des garçons. Je ne pouvais m'empêcher de penser qu'ils avaient vu beaucoup d'horreurs et je les trouvais tristes. Mon regard n'arrivait pas à faire naître un sourire sur leur visage, comme cela arrive d'habitude quand je croise le regard d'un enfant.

De retour à la maison, Jean et moi avons échangé nos impressions. Tous les deux, nous avons éprouvé le même sentiment : celui de nous trouver en face d'hommes qui avaient manié la machette et tué. Je ne sais à quoi nous l'avons senti. Peut-être des regards durs, emprunts chez certains d'une certaine brutalité, oserai-je dire de bestialité ? Cette façon aussi de ne pas regarder en face bien dans les yeux.

Combien de temps allaient encore durer cette peur, leur haine ou leur souffrance. Notre seul espoir, c'est que le travail en commun et le temps opèrent une lente transformation des cœurs. Ils avaient été victimes d'un système politique et d'une éducation qui reposait sur l'obéissance absolue et sur la haine du Tutsi. Notre sentiment dominant était la compassion.

Notre deuxième espoir était aussi que, sur les chantiers, ils fassent l'apprentissage de la responsabilité et de la démocratie. Jean leur avait dit que, s'ils avaient un problème, ce n'était pas à lui de le résoudre, qu'eux-mêmes devaient trouver les solutions. L'un d'eux a rétorqué :

— Mais, c'est vous le responsable, c'est vous qui devez décider !

Ces hommes n'avaient jamais décidé eux-mêmes, ils avaient toujours été habitués à obéir à celui qui était au-dessus d'eux. Il fallait renverser ce système qui avait conduit au génocide. Il fallait restituer à ces hommes leur pouvoir de décision, leur faculté de réflexion et d'esprit critique, sans lesquels la démocratie est un vain mot.

Nous prenions conscience que l'apprentissage de la démocratie n'était pas dans des élections à l'occidentale, mais sur le terrain, à la base, dans la vie quotidienne. La tâche de l'ARDEC nous paraissait immense, mais si noble...

Nous avons discuté de tout cela avec la famille d'Ezéchias, encore au Cameroun, autour d'un bon plat de haricots rouges, au cours d'une joyeuse soirée. Nous avons beaucoup parlé du retour de leur frère et de sa famille. Ils ont souvent évoqué leurs parents, Néhémie, entendant Jean plaisanter : « C'est moi, le chef, ici... », a rappelé que son propre père avait coutume de répéter cette même phrase quand il revenait le soir dans sa famille.

Au cours de ces instants bénis, je revoyais sans cesse la belle tête de cet homme dont une des sœurs m'avait montré la photo. Ce visage portait la marque de souffrances. Néhémie nous a raconté qu'en 1959 et les années suivantes, il avait été battu, horriblement, à plusieurs reprises, parce qu'il était tutsi.

En même temps ce visage rayonnait d'une flamme intérieure, semblable à celle de Pierre Rabhi, qui introduisait dans un autre monde, fait d'éternité. Je revoyais aussi sa petite maison blanche, comme une perle blottie dans son écrin vert de bananiers, face aux montagnes abruptes de Budilidili. Si abruptes qu'un jour, raconte l'histoire, l'hyène et la chèvre roulèrent ensemble au pied de la falaise.

J'imaginai le père et la mère, seuls, sans enfants, depuis plusieurs années, attendant lettres et photos de leurs fils et filles dispersés, à Fouban, Neuchâtel, Bujumbura, attendant leur retour que les accords d'Arusha rendaient si proche, retour que Zacharie, un de leurs fils, emporté par un coma diabétique à Bujumbura, un an plus tôt, n'effectuerait pas.

Et puis l'horreur indicible. J'eus du mal à m'endormir. Les récits des tueries sauvages mettaient un voile rouge sur ces paysages paisibles et verdoyants que Phoïbé m'avait montrés la veille dans son album de photos.

Que restait-il de tout ce passé ? La maison familiale, elle-même, qu'en restait-il ? Les tueurs avaient-ils tout rasé comme ils l'avaient souvent fait, sur ordre du bourgmestre, pour effacer à jamais toute trace tangible du passé ?*

« Un salon et trois chambres de ce côté. Un salon et deux chambres de l'autre côté », m'avait dit la jeune fille.

Que restait-il de toute cette vie familiale quotidienne ? Que restait-il des caféiers du papa ? Il torréfiait lui-même les graines que ses filles avaient dégagées des drupes rouges cueillies sur les arbustes. Il les réduisait en fine poudre dans un mortier.

Il avait aussi quelques vaches et la maman faisait du beurre dans la calebasse qui servait de baratte. Ezéchias, à Dakar, m'avait parlé de ce troupeau de vaches qu'il gardait. Adolescent, il lui est arrivé une histoire très étonnante.

J'ai eu envie de l'écrire :

« Longue silhouette aux jambes grêles, l'enfant devait avoir treize ans. Il accompagnait le troupeau de son père : une dizaine de vaches aux magnifiques cornes noires et grises... Tout à coup, l'enfant s'arrête, tétanisé par la peur, incapable de fuir à droite ou à gauche. En face de lui, ils arrivent, armés de lances, d'arcs, de machettes. Dans ce groupe, il reconnaît des amis de son père, des voisins. En un clin d'œil, ils s'emparent des vaches. Tout s'est passé trop vite, il n'a même pas esquissé un geste de défense. Il rentre en pleurs à la maison : « Ils ont volé tout le troupeau, père ». Son père ne dit rien. Il sait. Le lendemain matin, toutes les vaches ont réintégré l'enclos. Que s'est-il passé ? Les voisins hutu avaient appris que des extrémistes hutu allaient venir faire une razzia chez leur ami tutsi. Ils les avaient alors devancés pour éviter à l'ami d'être définitivement privé de son bien le plus précieux : son troupeau de vaches. C'était en 1963 ».

* J'apprendrai par la suite que le négationnisme fait partie de l'idéologie génocidaire : il s'agit de faire disparaître tout ce qui pourrait rappeler que des hommes et des femmes ont vécu. On a donc détruit leurs maisons, rasé les arbres qui auraient pu rester des points de repère dans le paysage, brûlé les photographies de famille, enfin tout ce qui peut rappeler le passé.

Ce père passait beaucoup de temps à aller de paroisse en paroisse, comme prédicateur laïc. Nul ne dira les pertes sur le plan moral, intellectuel, spirituel que ce génocide a entraînées. Quand on pense que cent trente professeurs de l'université de Butare ont été assassinés le même jour, dans cette ville, en avril 1994, sur les indications du vice-recteur qui, jouant le double jeu, connaissait parmi ses enseignants tous les opposants au régime, on ne peut que frémir devant cette barbarie. Aujourd'hui, l'université a du mal à repartir. Beaucoup de professeurs manquent à l'appel.

Kigali, lundi 20 février 1995

En repensant à tout ce que nous avons entendu, je découvre de plus en plus les fractures irréparables du génocide, et devant tant d'horreurs, je relativise maintenant celle de notre couple.

Devant tant de souffrances, nous ne pouvons que nous donner la main, en silence.

Hier, moment douloureux. Nous avons demandé l'autorisation d'aller à Ntarama, avec Monsieur Ivinski, vice-président de l'assemblée du Conseil de l'Europe, député polonais, et Éliane Carvalho, du Forum Nord-Sud de Lisbonne, en visite à Kigali pour deux jours.

Ntarama est situé dans le Bugesera, à trente kilomètres au sud-est de Kigali. On y accède au départ de Kicukiro, un quartier de Kigali, par une assez mauvaise piste de latérite. Au bout de quelques kilomètres, nous traversons le pont qui enjambe le fleuve boueux de la Nyabarongo.

Fleuve de triste mémoire : les eaux charriaient les corps des victimes du génocide jusqu'au fleuve Akagera, avant de traverser le lac Victoria et de se jeter dans le Nil. Les tueurs y ont jeté des milliers de corps de Tutsi, leur faisant prendre ainsi le « chemin du retour ». L'un des instigateurs du génocide dira : « L'erreur fatale que nous avons commise en 1959, c'est que nous les avons laissés sortir. Leur pays, c'était en Éthiopie, mais nous allons leur chercher un raccourci, à savoir la rivière Nyabarongo. » Les assassins de 1994 réaliseront mot à mot ce discours. Ligotés,

blessés ou tués, les Tutsi seront rejetés à la rivière et d'innombrables cadavres seront retrouvés dans le lac Victoria.

Nous nous éloignons progressivement des marais et nous montons vers des collines boisées d'eucalyptus. La route est très jolie. Nous voyons beaucoup de bananeraies et des plantations de caféiers à l'abandon. Beaucoup de maisons détruites, d'autres, fermées, qui semblent abandonnées. A un carrefour, dans un village habité, nous bifurquons à droite et arrivons sur une agréable esplanade interdite d'accès par une barrière. Il faut montrer l'autorisation de visiter. On nous laisse passer. Nous avançons lentement et, sur la droite, nous voyons l'église, de taille moyenne. Nous nous approchons, silencieux.

Aux abords de l'église, beaucoup de vêtements, délavés par le soleil et les pluies, jonchent le sol, en désordre : ici une robe, là un pantalon, une ceinture.

A la place de la porte : une ouverture béante. Nous restons sur le seuil et nous nous penchons. Dans la pénombre, sur des bancs en bois renversés, encore des habits enchevêtrés, d'où sortent des os, des crânes, des livres de messe souillés.

L'odeur des morts pénètre nos narines et nous nous détournons vite. Nous apercevons sur l'herbe des crânes posés côte à côte. Nous les comptons : deux cents environ. Nous longeons une maison le long de l'église. Là encore, des squelettes démantibulés, des habits. Nous regardons à nouveau dans l'église, par une ouverture, du côté de l'autel. L'amoncellement de ce qui avait été des corps, paraît là plus important. L'odeur est plus forte et soulève le cœur. L'odeur me fait vomir, cette odeur douceâtre qui imprègne encore plusieurs mois après la campagne et l'église. Nous l'avions sentie bien avant d'arriver. Je mets mon chandail sur mon nez et me retire vite, non sans avoir aperçu sur le mur derrière ce qui fut l'autel, une fresque en bois dont je ne distingue pas les images mais quelques couleurs vives insolites dans ce cadre funèbre.

L'odeur est trop forte. Nous nous éloignons rapidement et continuons notre visite des lieux. Derrière l'église, une grande

case, sans porte. Nous nous approchons. Là encore, des vêtements, des os, sur des bancs renversés. Je suis très bouleversée de voir des habits souillés par terre, une petite chaussure d'enfant qui traîne sur un banc, un livre de prières. Il nous semble que ce sont de petits bancs : peut-être des enfants occupaient-ils cet espace ?

Des êtres humains, des enfants au seuil de la vie, anéantis. Tant d'êtres humains dans ce lieu où ils espéraient trouver refuge. Quelques rescapés. Quelle vie, maintenant pour eux ?

Nous nous approchons de l'homme qui garde l'entrée. Il ressemble à notre ami François, avec son air doux et triste. Il nous apprend que quatre mille Tutsi ont été tués dans cet espace, le 15 avril 1994. Des miliciens, amenés en bus depuis Kigali, et aidés par des militaires, ont fait la sale besogne qu'ils ont continuée, un peu plus loin, sur une autre colline, à Nyamata, sur l'esplanade de l'église et dans l'église : là, neuf mille Tutsi ont été tués. Tous ces gens pensaient se mettre sous la protection de Dieu en se réfugiant dans les églises. C'est là qu'ils ont trouvé la mort, dans ces véritables abattoirs.

Dans cette région du Bugesera, infestée de mouches tsé-tsé, avaient été relégués des groupes de Tutsi dans les années 1950-60. En avril 1994, on comptait vingt mille Tutsi sur lesquels ne restent que mille sept cents rescapés. Ils s'étaient cachés dans les marais en contrebas, jusqu'à l'arrivée du FPR à la mi-mai. Nous en avons vu quelques-uns aux abords de l'église, quelques enfants et quelques femmes. Tout ceci nous expliquait pourquoi le coin semblait désert, pourquoi tant de bananeraies et de plantations de caféiers étaient à l'abandon.

Juste au moment du départ, un homme est arrivé en vélo. Il a tendu la main à Jean, lui demandant nos nationalités. Il s'est lui-même présenté : Zaïrois, pasteur pentecôtiste. Alors, Jean lui a montré l'église :

— Qu'est-ce que vous en pensez ?

— Jésus revient ! Ce sont les derniers temps !

Nous n'avions plus envie de discuter. Dire que ce pasteur allait répandre ces paroles de consolations sur ses ouailles, comme si ce génocide, fatalement inscrit dans l'histoire des « derniers temps », devait être accepté. Au lieu de crier la vérité, comme les prophètes, de nommer les responsables de ces massacres comme celui-ci, une partie de l'Église va à nouveau encourager ses membres à « oublier », à « tourner la page », à « se réconcilier », sans que la justice soit rendue. Grâce à elle, « la culture de l'impunité » va continuer à sévir dans ce pays et, avec elle, les démons de la peur, de la revanche, la préparation de nouveaux génocides.

Dire que les autorités ecclésiastiques de ce pays ont demandé que tous les religieux soient amnistiés ! Après tout, ce sont des hommes comme tous les autres, capables du pire comme du meilleur !

Heureusement, nous savons que d'autres pasteurs réagissent tout à fait autrement. Cela nous rassure. Nous pensons en particulier à André Karamaga, responsable du département théologique de la CETA à Nairobi.

Jean l'a rencontré au mois d'août 1994 à Kigali.

— Tiens ! Qu'est-ce que tu fais ici ?

— Je viens de ramasser dans deux sacs poubelles les restes, laissés par les chiens, des trente-sept membres de ma famille massacrés sur notre colline. Je viens de les enterrer.

Montrant sa voiture où étaient deux enfants :

— Ils sont les seuls survivants : un neveu de dix ans et une nièce de huit ans. Je les ramène chez nous à Nairobi.

Ce pasteur a demandé un jour à un pilier de l'Église presbytérienne du Rwanda (EPR) :

— Mais tu ne regrettes pas ce que vous avez fait ?

— Je ne regrette qu'une chose, c'est que tu sois encore là pour me poser cette question, a-t-il répondu froidement.

André Karamaga vient d'être élu à l'unanimité des cent quatre délégués, président de l'EPR. Lui, il saura insuffler à son Église un autre esprit, celui de la vérité et de la justice, celui du Christ-Roi

« oint pour annoncer la bonne Nouvelle aux pauvres, à ceux qui souffrent. ». Voici ce qu'il écrivait en 1991, dans la brochure « Problèmes et Promesses de l'Afrique » page 88 :

« Dire la vérité de nos jours, aux détenteurs du pouvoir, n'est pas chose aisée. Cela peut même coûter la vie, purement et simplement. Mais une chose est étonnante, chaque époque a ses visionnaires qui croient que la proclamation de la vérité, à n'importe quel prix, est un impératif catégorique... L'important pour ces visionnaires n'est pas leur personne ou leur vie mais la vérité, rien que la vérité. C'est ainsi qu'ils osent pointer du doigt les injustices qui rongent la société ou qu'ils s'attaquent aux autorités qui, dès que leur amour-propre est blessé, n'hésitent pas à recourir à la liquidation physique de leurs détracteurs. Mais ceux qui procèdent à la liquidation physique ignorent ou oublient ce message que véhicule la sagesse traditionnelle africaine : Même si l'on jette la vérité dans le feu, elle ne brûle jamais ».

Mercredi 22 février 1995

Hier à midi, nous étions avec Éliane Carvalho et Monsieur Ivinski au ministère de la Réhabilitation et de la Reconstruction, chez Jacques Bihozagara. Il a répondu à toutes les questions du député polonais, d'autant plus intéressé par tous les problèmes des personnes déplacées qu'il est président d'une commission parlementaire sur les réfugiés. Durant cet entretien, nous avons appris que quatre camps de réfugiés avaient été fermés dans la région de Butare. En effet, les gens sont rentrés peu à peu dans leurs villages d'origine après être passés par des camps de transit. Ensuite Jacques nous a fait visiter le service qui coordonne tout le travail des ONG et des institutions internationales. Tout est traité sur ordinateurs. Chaque jour, ce service fait le point sur la situation de tous les camps de réfugiés, déplacés, et les camps de transit. De grandes cartes, région par région, permettent de les localiser. Ils sont indiqués par des pastilles rouges sur lesquelles est inscrit le nombre d'habitants de chaque camp. Ensuite nous avons été invités par Jacques et son directeur de cabinet, Christine Umuntoni, aux « Délices du palais », un restaurant où nous avons retrouvé la femme de Jacques, Jeanne. Le cadre était très agréable, irréel à Kigali... Et la carte où figuraient des cuisses de grenouilles

et des escargots... encore plus surréaliste ! Ce restaurant est tenu par un Grec venu depuis peu de Bujumbura.

Jeanne m'a parlé d'une association dont elle fait partie, regroupant sept cents femmes, surtout des femmes et des jeunes filles qui ont perdu tous les membres de leurs familles. Elles veulent fabriquer des briques pour construire leur maison à la campagne, à proximité de Kigali. La plupart veulent cultiver un champ pour subvenir à leurs besoins. D'autres feront de l'artisanat : vannerie, broderie, couture, objets en perles. Certaines ont en charge des orphelins. Je lui ai parlé des veuves qui travaillent à la fabrication de briques sur le premier chantier de Runda. Cela l'a beaucoup intéressée et je l'ai vivement encouragée à visiter le chantier. Nous y sommes allés ensemble ce matin avec le représentant de l'Union européenne, un Allemand, Monsieur Kratz, et son collaborateur français, Monsieur Gadoulé. Jeannette Kagame était là aussi pour représenter l'ARDEC. Jeanne était très contente et nous devons nous revoir.

Monsieur Ivinski et Éliane, du Forum Nord Sud de Lisbonne nous ont quittés aujourd'hui. Ils vont nous manquer... Nous avons passé de bons moments ensemble durant ces trois jours. Ils étaient contents de leur séjour à Kigali. Ils ont pu visiter la prison : huit mille prisonniers pour une capacité de huit cents personnes, dont deux cents femmes, entassées dans mille mètres carrés. Quelques-unes avec des bébés nés en prison. Celles qui pouvaient s'adresser en français à Éliane protestaient de leur innocence. Pourtant, j'apprends peu à peu que ces femmes et ces jeunes filles ont aussi participé au génocide. À la radio, on a parlé d'une femme qui a avoué avoir tué douze enfants à elle seule... Jeanne, la femme de Jacques, m'a raconté que les miliciens envoyaient des jeunes filles jusqu'à Mulindi, le quartier général du FPR, pour qu'elles empoisonnent des soldats de l'APR. La propre sœur d'un soldat a été arrêtée là-bas et a avoué qu'elle allait l'empoisonner. Le frère a réclamé la peine de mort pour elle, mais le FPR n'a pas voulu et l'a mise dans des camps de rééducation avec d'autres filles de son espèce. Certaines ont changé du tout au tout, paraît-il. Je pense à un passage du si beau livre d'Ernst Wiechert *Missa sine nomine*, (Edition Calmann-Lévy) page 39 :

« Tel est donc le destin des êtres faits à l'image de Dieu : une faiblesse de leur époque, une vibration de l'axe du monde, suffisent à les transformer et à les abattre... Ce n'est pas seulement l'homme, toujours sujet aux faiblesses et toujours adepte de la violence, qui se voit parfois précipité dans une crise sanguinaire, digne des âges de la genèse. La femme, elle aussi, cet être voué à un rôle d'amour et de conservation, peut se trouver arrachée à l'ordre naturel, dépouillée de ses vertus de miséricorde ; sa main peut épouser la cause de la mort, elle peut semer la mort aussi froidement, et même avec autant de fougue que l'homme ».

Je ne crois pas à l'innocence de ces femmes. Même les plus grands « génocidaires » protestent de leur innocence. Ils ignorent le poids qui va les écraser, à leur insu parfois, jusqu'à la fin de leur vie, s'ils ne se libèrent pas, un jour, par la parole, des actes qu'ils ont commis. Mieux vaut pour eux qu'ils payent, qu'ils soient jugés. Ils pourront alors guérir.

En Europe, on insiste beaucoup sur la violation des Droits de l'homme par le FPR, mais on nous a affirmé que, depuis deux mois, on n'entendait plus parler d'actes de vengeance personnelles. Certains soldats de l'APR ont même été fusillés pour ces initiatives personnelles. On ne peut qu'admirer au contraire la façon dont le FPR, auprès des soldats et le gouvernement en général, a réussi à contenir les explosions de violence qui pourraient être beaucoup plus nombreuses... Les familles des victimes du génocide attendent les jugements, mais toute la procédure est très lente. Il ne reste que douze magistrats sur les six cents qui travaillaient l'an dernier dans le pays. Des magistrats étrangers, en particulier africains, sont prêts à apporter leur concours à la justice rwandaise, mais il faut que l'Assemblée des députés vote une loi leur permettant d'exercer leur fonction au Rwanda.

Les observateurs des Nations unies, dispersés dans le pays, témoignent de la sécurité qui y règne actuellement. Pourquoi, alors, cet acharnement des Européens contre le gouvernement actuel ? Il est vrai qu'on parle d'arrestations et de disparitions. Une femme est venue voir Jean. Son mari, deux enfants, dont une fille de quatorze ans, ont été arrêtés le 4 août. Elle n'en a plus de

nouvelles. Je crains bien qu'à cette date-là, ils aient été « liquidés ». Cette femme dit que pourtant, elle et son mari ont caché vingt-sept Tutsi, mais qu'ils ont été obligés de livrer une femme et ses trois enfants sur l'insistance des miliciens. La famille de cette femme a sûrement réclamé la punition de celui qui les a livrés. Pourquoi les autres Tutsi qu'elle a cachés ne témoignent-ils pas en sa faveur pour la défendre ? Quand Jean a demandé s'il pouvait les rencontrer, elle a objecté que ce n'était pas facile, qu'ils travaillaient... Argument qui n'a guère convaincu Jean. Où est la part de vérité ? Même au sein des Ligues des Droits de l'homme qui, par ailleurs ont été admirables, certaines personnes ou bien sont angoissées ou bien ont intérêt à laisser courir des rumeurs pour discréditer le gouvernement actuel. Leur appartenance à un parti ou à une ethnie est plus importante pour elles que la reconstruction du pays. Or les responsables du gouvernement actuel refusent de repartir sur la base de la discrimination ethnique pour éviter que tôt ou tard les massacres recommencent.

N'est-il pas rassurant que les Rwandais puissent circuler à travers tout le pays sans qu'on leur demande leur carte d'identité, leur appartenance ethnique, comme cela se faisait il y a encore un an ? N'est-il pas rassurant que les autorités aient refusé de recruter des fonctionnaires parmi les rapatriés tutsi au Burundi depuis 1959 et 1973, afin de réintégrer en premier lieu les fonctionnaires hutu réfugiés au Zaïre ? Parfois, ces rapatriés tutsi auraient des raisons d'être mécontents : malgré leur situation critique, ils n'ont pas du tout été aidés au moment de leur retour. Même on les chasse des maisons qu'ils ont occupées à leur arrivée, pour les rendre à leur propriétaire hutu, alors que les maisons de leurs propres parents ont été rasées par la violence aveugle de la majorité Hutu. Il leur faut un sens civique très développé pour accepter ces dispositions du gouvernement qui ne veut pas être accusé de favoriser les gens du FPR.

Dans ces milieux des Ligues des Droits de l'homme court aussi le bruit que tous les préfets, les bourgmestres sont du FPR, or Augustin m'a parlé seulement de trois préfets sur onze qui appartiendraient au FPR. Il faudra que je me renseigne. Je sais qu'au début les responsables des communes et des secteurs ont

été effectivement nommés par le FPR : il fallait vite organiser la vie des communes, avec les hommes qu'on avait sous la main.

Mais depuis décembre-janvier, dans quelques communes, ce sont les habitants qui choisissent leurs bourgmestres et beaucoup, paraît-il, sont Hutu. En Europe, on a du mal à imaginer la générosité de ceux qui ont été pourchassés, traqués pendant trente ans. Ils ont trop souffert pour vouloir faire souffrir à leur tour « les autres », et ils savent que la paix au Rwanda ne pourra s'établir définitivement que si les antagonismes ethniques s'estompent le plus rapidement possible.

Le Rwanda pourrait devenir un pays exemplaire pour tous les pays africains qui souffrent des luttes ethniques. Mais l'opinion internationale sera-t-elle suffisamment éclairée pour le soutenir ? Le gouvernement intérimaire « autoproclamé », installé à Goma, lui, n'a que des Hutu et personne ne lui en fait grief ! Au contraire, l'Internationale Démocratique Chrétienne (IDC) continue à le soutenir et à propager des informations qu'elle distille très subtilement, mélangeant le vrai, les semi-vérités et les grossiers mensonges.

Jeudi 23 février

Nous sommes ici depuis trois semaines. Le bureau de l'ARDEC et Jean ont fait du très bon travail pendant ce temps.

Le matin, Monsieur Khan, pakistanais, patron de toutes les organisations qui dépendent des Nations unies au Rwanda, représentant de Boutros Ghali, a visité le premier chantier de Runda. Il a été très impressionné et a aussitôt fixé, à la fin de la visite, sur le chantier même, une réunion pour demain après-midi avec l'ARDEC, le PNUD, l'UNICEF, la MINUAR, pour prendre des décisions concernant la participation des Nations unies au projet.

J'espère de tout mon cœur que la MINUAR va donner des véhicules, car Augustin a beaucoup de problèmes pour se déplacer. La camionnette du PAM n'est pas toujours disponible et il est en retard de deux semaines pour le paiement en nature des

travailleurs : sept litres d'huile, cinquante kilos de farine de maïs, trente kilos de haricots secs. De plus, ce matin, il n'a pu terminer sa distribution de vivres car le chauffeur du PAM, un Ougandais, a insulté un des gardes du corps de Madame Kagamé, bêtement. Il a pris peur et, craignant qu'on ne l'arrête, est allé se cacher dans une bananeraie ! Augustin l'a cherché plus d'une heure et a fini par le trouver. Ce ne sont pas du tout de bonnes conditions de travail. Il faut à Augustin un parc de véhicules disponible à plein temps pour l'ARDEC.

Jeudi 23 février 1995

Je recommence à porter quelques objets avec ma main droite, mais je n'arrive pas à comprendre pourquoi six semaines après l'enlèvement de ma résine, j'ai encore mal au poignet. Cette nuit, j'ai mis une compresse d'argile pour apaiser la douleur.

Heureusement, la douleur de mon cœur est terminée. Depuis quelques jours, beaucoup de complicité entre Jean et moi. Je l'accompagne sur les chantiers, nous discutons du travail de l'ARDEC, de la situation politique du Rwanda. Parfois nous faisons un scrabble. Mais surtout nous revivons ensemble nos années algériennes : je lui lis le chapitre III où je les évoque. Il m'aide à préciser le nom de certains lieux, de certaines personnes et cette collaboration m'enchant. Beaucoup de choses sont en train de se ressouder !

Cette nouvelle harmonie, nous la devons au grand privilège de pouvoir partager avec nos amis rwandais leurs souffrances et leur espérance. Ce partage fait couler à nouveau le même sang dans nos veines.

Je vois aussi que tout le travail de Jean commence à porter des fruits, que la souffrance des séparations n'a pas été inutile. « Ceux qui sèment dans les larmes, moissonnent en chantant » : ce texte du psaume, je me l'approprie et c'est maintenant un grand sentiment de reconnaissance qui l'emporte dans mon cœur.

Le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, Faustin Musare, que Jean avait connu à Mulindi, est passé nous voir. Il est bien

placé pour nous parler des préfets. Il a confirmé que quatre préfets sont tutsi, dont trois du FPR. Les sept autres appartiennent à différentes mouvances politiques. Je suis contente qu'il m'ait confirmé les paroles d'Augustin.

Samedi 26 février

Hier, j'ai lu à Jean un extrait de notre livre racontant notre retour de la maternité avec Brahim, notre premier fils. Nous étions si émus à l'évocation de ces moments que nous nous sommes mis à pleurer tous les deux... Nos enfants se seraient gentiment moqués de nous, je crois !

Hier soir, nous ont fait l'honneur de partager notre repas le général et sa femme. Ils ont la simplicité des cœurs nobles et savent mettre à l'aise leurs hôtes.

Comme la dernière fois chez eux, nous avons abordé de graves sujets. Malgré le succès remporté dans l'après-midi par l'ARDEC auprès des Nations unies – Monsieur Khan a promis un soutien exceptionnel –, nous les sentions préoccupés, soucieux même pour l'avenir proche.

Le Monde du 22 février raconte qu'un convoi de vivres du PAM a été attaqué près de Gisenyi, onze camions de quinze tonnes. Il était destiné aux réfugiés rwandais de Goma. Il semblerait, d'après Monsieur Ciblot du PAM, que les autorités rwandaises n'aient rien fait pour arrêter ce pillage, ni les gendarmes, ni l'armée. Il faut dire que ces populations ont quitté depuis quelques mois les camps de réfugiés, elles n'ont pas encore fait de récoltes et sont exaspérées de voir qu'on aide les réfugiés restés dans les camps, alors que, eux, se contentent de voir passer sous leur nez d'immenses convois du PAM. « On nourrit les génocidaires qui ont peur de rentrer, disent-ils, et nous, les victimes, qui n'avons rien à nous reprocher, on nous abandonne ».

D'autre part, les soldats n'ont pas touché leur solde depuis décembre. Pas d'argent dans les caisses de l'État rwandais (le gouvernement génocidaire les a vidées), que les grandes puissances continuent à ne pas vouloir aider directement. Que de

milliards de dollars engloutis dans les ONG et les institutions internationales, alors que le problème numéro un est la sécurité du pays ! Or si les soldats et les gendarmes ne sont pas payés, comment être sûr qu'ils assureront encore longtemps cette sécurité ?

Le général était amer, disant qu'il était parfois obligé de collaborer avec des gens qui « tapaient dans la caisse ». Il ne disait aucun nom, mais nous sentions bien qu'il parlait d'hommes appartenant à d'autres formations politiques que la sienne, raison pour laquelle le gouvernement actuel ne peut les limoger, sous peine de voir l'opinion internationale crier au scandale : « Regardez, maintenant « ils » (c'est-à-dire les Tutsi) prennent tous les postes pour eux... Où est l'ouverture démocratique ? ».

Jean a encouragé notre hôte à persévérer dans la voie de la rigueur, sans compromission :

— Continuez à dénoncer, à dire la vérité. Les gens grogneront dans les premiers temps, mais ils verront par la suite que vous étiez dans le vrai.

Mais le problème de ces soldats sans solde le préoccupe beaucoup.

Comme me l'expliquait ce matin Augustin, une bonne partie de ces soldats n'a pas été formée au maquis. Ils ont intégré l'armée à partir de juin 1994 et, parmi eux, même des miliciens ! Des familles des victimes du génocide ont reconnu, sous l'habit militaire de l'APR, ceux qui avaient tué leur propre famille, et lui-même en a vu un en prison, encore en uniforme. J'ignorais tout cela et j'ai fait le rapprochement avec un incident que le responsable du Catholic Relief Service (CRS) a raconté hier à Jean : trois fois des soldats en uniforme sont entrés de nuit dans les locaux du CRS, ont bastonné et ligoté les gardiens et ont tenté de s'emparer du coffre-fort. D'anciens maquisards de Mulindi ne se seraient pas livrés à de tels actes de brigandage. Le général a sans doute des raisons d'être inquiet. Il doit connaître pas mal d'incidents de ce genre.

Augustin reste, malgré tout, optimiste. Il s'attend, comme beaucoup de Rwandais à une nouvelle attaque des FAR et des

miliciens, mais il sait qu'elle sera repoussée et qu'il n'y aura plus jamais de guerre au Rwanda. D'où lui vient cette assurance ? Lui vient-elle des prédictions de deux personnages célèbres au Rwanda ?

D'abord, une femme du nom de Nyirabiyoro qui, déjà en 1921, avait prédit non seulement la chute du roi de l'époque, Musinga, et pour cette raison avait été tuée par les gardes du roi, mais encore le retour en force des exilés au pays. Elle donnait, paraît-il, des détails très troublants, dont on a vu la réalisation.

L'autre, le devin Magayane, avait été fait prisonnier en 1982, puis liquidé, parce qu'il avait, lui aussi, prédit la chute d'Habyarimana. Il donnait des détails très précis : il y aurait un accident d'avion, on retrouverait le corps du président dans un massif de papyrus. Or, effectivement, j'ai vu l'endroit du jardin où est tombé l'avion à Kanombé, la résidence du Président : on y voit des papyrus ornementaux. Il avait fait aussi la prédiction suivante, tout à fait incroyable à l'époque : Kanyarengwe, l'actuel président du FPR et Vice-premier ministre, ancien compagnon d'armes d'Habyarimana qu'il aidait à prendre le pouvoir et qui était partisan de liquider tous les Tutsi du Rwanda, devrait fuir un jour le pays, irait rejoindre « les ennemis » d'Habyarimana et reviendrait à leur tête au pays. Tout cela s'est réalisé !

Des religieuses aussi ont eu des visions envoyées par la Vierge. L'une d'elles voyait des amoncellements de cadavres horriblement mutilés. Mais à quoi ont servi toutes ces visions ?

Lundi 28 février

Nous avons passé une excellente soirée avec Jacques Bihozagara et sa femme Jeanne. J'ai bien apprécié que Jacques arrive « en décontracté », en polo rouge à manches courtes... Nous avons retrouvé l'ami avec qui l'on aime plaisanter ou partager des problèmes d'actualité importants. Jean l'a félicité pour le bon travail qu'il fait dans son ministère mais Jacques a conscience de ses limites.

Phoïbé, la sœur d'Ézéchias, lui a parlé de l'arrêté d'expulsion qui frappe les membres de sa famille : ils doivent quitter la maison dans dix jours. Un beau-frère du propriétaire réclame la maison. Or sa demande n'est pas recevable sur le plan légal, car seuls les conjoints et les enfants ont des droits sur la maison. Quand Phoïbé et ses sœurs sont entrées à leur retour d'exil en août dans cette maison, après avoir été expulsées de la première maison où elles s'étaient installées, elles y ont trouvé douze cadavres en décomposition : une famille de douze personnes, dont le père était milicien, avaient été tués au moment de la prise de Kigali, début juillet. Elles ont demandé l'aide de soldats pour les sortir de la maison et les enterrer dans le jardin. L'odeur des cadavres était tenace et elles n'arrivaient pas à s'en débarrasser. Nous sommes invités demain soir à dîner chez elles et je vérifierai si l'odeur persiste.

Jacques a demandé à Phoïbé de lui apporter le lendemain matin l'ordre d'expulsion. Il va faire une enquête. Son rôle est de protéger les réfugiés qui reviennent et il ne veut pas qu'ils soient victimes d'escroqueries. C'est arrivé dernièrement. Un homme recrutait de faux soldats. Ils intimidaient les occupants de maisons appartenant avant avril 1994 à des miliciens. L'homme brandissait un papier signé du ministère de l'Intérieur, faisait sortir les gens, puis louait les maisons à des prix élevés. Il en avait déjà récupéré une dizaine quand, heureusement, il a été arrêté.

Mardi 29 février. Nairobi

Longue attente à l'aéroport de Nairobi, où nous sommes arrivés à midi. Notre avion sur Paris ne repart qu'à 22 heures 30. Nous sommes allés manger au restaurant. Jean était si fatigué (il s'était levé à 4 heures du matin pour terminer son travail) qu'il s'est presque endormi sur la table. Voyant cela, une jeune femme du restaurant, très gentiment, nous a invités à aller nous reposer dans le hall d'entrée aménagé en salon. Jean s'est étendu sur le divan. Il dort. La directrice du restaurant nous a autorisés à rester là pendant les heures de fermeture de l'établissement. Les anges gardiens existent vraiment. Nous sommes donc enfermés dans le restaurant, bien au calme.

Les derniers jours à Kigali ont été, comme toujours, très bousculés avec toutes les réunions qu'il fallait tenir avec les uns et les autres avant le départ. L'ambassadeur Khan a été formidable. Hier, il a réuni tous les responsables des agences onusiennes.

Chacun a dit quel serait l'apport de son agence :

– L'UNICEF fournit, pour le budget de fonctionnement, soixante mille dollars, tout de suite.

– La MINUAR, deux voitures.

– Une autre agence : une voiture avec les frais de fonctionnement : essence, chauffeur, assurance, pour toute une année.

– Le PNUD : un bureau entièrement meublé et équipé (fax, photocopieur, micro-ordinateur, téléphone) et prise en charge du salaire de la secrétaire.

Comme dit Jean : « Tous les fruits ont mûri en même temps ».

Hier soir, nous étions chez les sœurs d'Ézéchias et son frère Néhémie. « L'odeur », à peine perceptible au début quand nous sommes entrés dans la maison, a complètement disparu au cours de la joyeuse et sympathique soirée que nous avons passée avec eux à la lumière des bougies. Dans ce quartier, l'électricité vient de onze heures du soir à quatre heures du matin seulement.

Néhémie aime beaucoup raconter, avec les mêmes gestes de la main et le même rire que son frère. Il nous a encore dit combien la vie avait été dure pour les parents : la maison détruite en 1959, en 1960, en 1961, par les Hutu de leur colline. Il fallait à chaque fois la reconstruire. « Ses cheveux ont blanchi prématurément ». Le père battu presque à mort plusieurs fois. Le père humilié par le voisin Hutu qui habitait la même colline : « Où sont tes enfants ? Pourquoi ne viennent-ils pas travailler avec toi ? ». Les enfants, l'honneur d'une famille, absents... Quelle humiliation pour ce père de famille...

Des lambeaux de la vie des parents refaisaient surface, joyeux ou tristes, mais ils émergeaient et ils ressuscitaient une partie de ce qu'ils avaient été, que nous n'avions pas connue. Et je crois que les enfants étaient heureux de nous parler d'eux.

17 avril 1995

Nous revoici depuis bientôt quatre semaines à Kigali. Hier, jour de Pâques, nous avons fait une belle virée dans le Nord-Ouest du pays avec Ezéchias, Joséphine et leurs deux plus jeunes enfants, sans oublier le garde du corps, en uniforme et armé d'une mitraillette ! Joséphine voulait revoir le collège où elle était interne de quatorze ans à dix-sept ans et qu'elle avait dû quitter précipitamment en 1973 quand la chasse aux lycéens et étudiants tutsi avait commencé. Jean désirait nous montrer deux beaux lacs de montagne, à quelques centaines de mètres de distance, l'un surélevant l'autre, formant ainsi une chute utilisée pour la force hydroélectrique. Ce qui nous a frappés, c'est la foule qui, dans les campagnes, se rendait dans les églises pour célébrer la fête de Pâques, tous les gens bien habillés. Jean conduisait et tout le monde le prenait sans doute pour un père blanc car les gens lui faisaient des signes d'amitié en l'appelant « Padre ». Jean répondait gentiment aux saluts quand, soudain, nos amis lui ont dit : « Arrête de les saluer ainsi, ils vont penser que tu les approuves pour ce qu'ils ont fait ». Petite phrase significative qui montrait que rien n'est anodin : la pensée du génocide hante non seulement toutes les têtes et tous les cœurs de ceux qui ont perdu leurs familles et leurs amis, mais aussi de ceux qui les ont fait périr horriblement et qui ont peur des représailles. La semaine dernière était la semaine de deuil national. Beaucoup de citadins et paysans revenus dans le pays se sont cachés dans les collines, car la rumeur, enflée aussi bien par les miliciens réfugiés au Zaïre que par les organisations internationales, laissait penser que les Tutsi allaient se venger. Oui ! La rumeur internationale, du moins dans les institutions internationales, a contribué à semer la panique car une circulaire leur a été diffusée « Faites des provisions d'eau, de nourriture. On ne pourra pas circuler ces jours-là », ce qui était tout à fait faux. Nous étions furieux que les instances internationales sur place donnent crédit à ces rumeurs et donnent des conseils de prudence à leurs employés. Rien de tel ne se passa.

Les familles des victimes du génocide pensaient à tout autre chose qu'à la vengeance, elles pleuraient leurs morts, les rescapés témoignaient lors de manifestations publiques, en particulier au

moment de l'inhumation des restes de milliers de personnes massacrées, ramassés dans tous les coins du pays – personnes anonymes – et quelques corps qu'on a pu identifier comme celui de la première ministre, Agathe Uwilingiyimana, assassinée le 7 avril 1994, par des militaires des FAR, ou celui de Landuald Ndasingwa que nous avons connu à Mombassa quelques mois plus tôt.

Nous sommes accablés d'apprendre la part prise par les religieux surtout catholiques (mais aussi protestants) dans la préparation des esprits. Les prêtres, les enseignants des écoles privées catholiques ont empoisonné les consciences en leur désignant le Tutsi comme l'ennemi à éliminer pour faire régner la justice ! Quelle aberration !

Des avocats de « Juristes sans frontières » ont dîné chez nous l'autre soir. Ils sont en train d'instruire le dossier d'un prêtre qui, pendant deux mois, à l'église de la Sainte-Famille, à Kigali, en avril et mai, a livré des centaines de personnes aux miliciens qui les ont exécutées. La jeune fille qui travaillait chez nous et qui a vécu l'événement a accepté de témoigner. S'ils arrivent à le faire arrêter, ils se serviront de ce témoignage enregistré à la vidéo, lors du procès.

23 août 1995

Jean et Ezéchias étaient avant-hier chez le président de la République qui a écouté avec beaucoup d'intérêt le projet d'Ezéchias de créer, dans le cadre de l'ARDEC une mutuelle de personnes désireuses de construire leur maison, mais dont le capital de départ est insuffisant. En se mettant ensemble, avec l'appui d'une banque et avec l'appui du gouvernement pour l'attribution de parcelles, cela pourrait aller très vite. Les briques sont déjà cuites, les tuiles le seront bientôt. On peut estimer qu'avec quatre millions de francs rwandais (huit millions de centimes français), on peut avoir une maison en briques très confortable. J'espère de tout mon cœur que ce projet va réussir, car beaucoup d'exilés rwandais de retour au pays sont dans l'attente d'avoir une maison à eux, celle de leurs parents ayant été détruite.

Mon moral remonte en flèche depuis que je donne bénévolement des cours de français langue étrangère aux élèves anglophones du lycée de Kigali. Ils sont nés pour la plupart en exil, dans un pays anglophone (Ouganda, Tanzanie) et ne parlent pas un mot de français. J'aurais préféré qu'on me confie seulement deux classes auxquelles j'aurais donné un cours intensif de cinq semaines, mais les emplois du temps ne le permettent pas. Aussi ai-je six classes auxquelles je donne deux heures par semaine par classe. L'une d'elles, de soixante - dix élèves, a été divisée en trois groupes à ma demande. Cela me fait donc seize heures de cours par semaine, dont six heures le lundi ! C'est un peu fatigant, mais je me rends compte que j'aime bien enseigner, et je n'aurai que peu de corrections de copie, axant surtout mon travail sur la conversation et l'oral. Je suppose que je ne dois pas trop ennuyer mes élèves, puisque les élèves du premier groupe sont venus avec ceux du deuxième groupe, participant pour la deuxième fois à mon cours ! A chaque fin de cours, ils me disent : « Au revoir, Madame. Merci et bon voyage ! »

J'ai adapté des cours de l'Alliance française à la réalité rwandaise. C'est passionnant, mais c'est une gageure d'utiliser cette méthode, valable pour de petits groupes d'une vingtaine d'élèves, avec des classes de cinquante à soixante élèves ! Heureusement que le proviseur a été compréhensif et a accepté de scinder une classe en deux. Je me sens parfois en porte à faux avec mes collègues rwandais qui n'ont pas le matériel adéquat : magnétophone, cours photocopiés au secrétariat de l'ARDEC. Ils n'ont pas connu la formation que j'ai eu la chance de recevoir en 1974 à Montpellier pour l'enseignement du français langue étrangère. J'ai donc accepté de donner une leçon modèle aux étudiants de l'université de Butare qui se destinaient à l'enseignement du français. J'ignore si ma méthode les a convaincus, il aurait sans doute fallu un suivi et du matériel !

En dehors des cours, j'accompagne Jean sur les chantiers de fabrication de briques et de construction des maisons destinées aux veuves du génocide. Les ouvriers sont payés avec des vivres du PAM, comme à la fin de la guerre en Algérie. Cela permet à des milliers de familles de survivre, de faire travailler ensemble

rescapés du génocide et génocidaires non encore identifiés comme tels. Mais il arrive parfois que sur un chantier telle femme reconnaisse celui qui a tué son mari, ses enfants. Même une fois, un très gentil chef de chantier, très doux, a été ainsi reconnu coupable et mis en prison. Le travail en commun n'est pas évident et pourtant, il peut être porteur de réconciliation à la longue. C'est cela que nous espérons, sous-estimant sans doute la profondeur des blessures et des méfiances.

C'était exaltant de voir ces centaines de femmes, d'hommes, d'enfants s'activer à Taba : les uns malaxaient l'argile, la déposaient dans des moules en bois, les autres les alignaient pour les faire sécher sous de grands hangars de fortune, recouverts des toiles bleues imperméables du HCR, les autres construisaient des fours pour cuire les briques. Un travail pharaonique quand on voyait s'élever de dix à quinze mètres ces dizaines de monuments, à tous les stades de la cuisson.

Jean tenait absolument à ce que les premières maisons construites pour les veuves du génocide soient inaugurées avant la fin de l'année 1995. Ses collaborateurs rwandais ne comprenaient pas toujours son impatience ! Cependant, chacun y mettant du sien, tout fut prêt pour la fin décembre. L'inauguration se déroula en présence du Président de la République : Pasteur Bizimungu, de la femme de Paul Kagamé, Jeannette, alors présidente de l'ARDEC, d'Ézéchias, directeur, et de celle qu'on appelait tante Immaculée, qui nous avait si bien accueillis à notre arrivée à Kigali en octobre 1994.

Nous avons eu aussi beaucoup de plaisir à retrouver "les anciens de Dakar". Nous avons beaucoup admiré ces exilés lorsqu'en mai 1989, ils ont osé, lors du Sommet de la francophonie à Dakar, distribuer dans toutes les boîtes aux lettres des participants une lettre ouverte à Juvénal Habyarimana.¹¹

C'était la première fois que nous en apprenions un peu plus sur ce régime, car nos amis étaient très discrets.

Après avoir lu cette lettre, nous ne pouvions plus nous taire. Avec Denise Quin de l'association Échanges et Rencontres de Dieulefit,

nous avons écrit à tous les grands quotidiens français, à tous les députés, à un certain nombre de personnalités françaises, dont Madame Danielle Mitterrand qui avait créé en 1986 la Fondation France Libertés-Fondation Danielle Mitterrand. Cette fondation était destinée à répondre aux appels de détresse d'hommes et de femmes opprimés. Nous pensions donc frapper à la bonne porte ! Nous étions bien naïfs... Aucun journal n'a relayé notre information, à part le mensuel écologique *Silence*, où notre fils faisait partie de l'équipe de rédaction.

C'était en 1989... Cinq ans avant le génocide ! Si notre information avait été relayée, aurions-nous aidé à changer le cours de l'Histoire ?

Les étudiants rwandais de Dakar ont été sensibles à notre engagement à leurs côtés et ils nous ont écrit une très belle lettre de remerciements.

Je disais que nous étions heureux de retrouver nos amis de Dakar, particulièrement les médecins qui travaillaient dans des hôpitaux ou avaient ouvert leur propre cabinet. L'un d'eux, Emmanuel, nous a fait rencontrer une femme hutu admirable. Pendant deux mois, elle avait caché, en plein centre de Kigali, dix-sept membres de la famille de notre ami. Tout ce temps-là, elle les avait nourris, alors même que ses neveux étaient dans la rue devant chez elle sur une barrière. Ils examinaient les cartes d'identité et triaient les Hutu d'un côté et de l'autre les Tutsi qu'ils tuaient. Nous sommes allés voir cette personne avec une journaliste, Maria Malagardis, qui lui a posé cette question :

— Pourquoi l'avez-vous fait ?

— C'est comme ça, je ne pouvais pas faire autrement !

Elle avait eu l'astuce d'enfermer les Tutsi, à l'extérieur avec une barre de bois et un cadenas, en sorte que lorsque le responsable des miliciens inspectait les lieux, il ne pouvait se douter que dix-sept "cancrelats" se cachaient derrière cette porte ! Il a existé des "justes" dans ce pays. Ces personnes ont été des petites lumières qui ont empêché de désespérer complètement des êtres humains. Yolande Mukagasana a, elle aussi, été sauvée grâce à une amie hutu.

Nous avons fait un peu de tourisme, mais pas souvent car le pays n'était pas sécurisé, comme il l'est aujourd'hui. Nous avons eu la chance d'aller à Kibuyé en décembre 1995, avec Ezéchias et Joséphine. L'arrivée sur le lac Kivu a été une révélation, il n'avait rien à envier au lac Léman ! Partout de petits fjords, des îles. C'était beau, calme, reposant. Nous avons dormi à la Guest House, de petits bungalows, juste au bord du lac. Un paysage idyllique, encore plus beau lorsque, quittant la ville, nous nous sommes peu à peu élevés par une piste cahotante. Nous avons une vue d'ensemble sur le lac, avec ses presqu'îles, ses îles et ses volcans en arrière-fond. Jean et moi n'arrêtons pas de nous extasier, quand nos amis nous ont fait remarquer, le long de la piste, des maisons en ruine. « Là des familles tutsi ont été tuées, leurs maisons détruites ». Dès lors, il nous était impossible de rester des touristes émerveillés. Encore moins quand nous sommes arrivés à Bisero. Quatre hommes se trouvaient devant des tas recouverts de bâches bleues du HCR.

Ezéchias les a salués et les a interrogés. Ils ont alors enlevé les toiles bleues et nous avons vu un tas de tibias, un autre d'humérus et plus loin des crânes tout petits de bébés, d'enfants ou de vieillards. Déjà à ce moment-là, ils ont parlé de notre armée qui n'avait pas porté secours à ceux qui avaient pu résister deux mois. Beaucoup plus tard, grâce à Patrick de Saint-Saint-Exupéry, nous avons eu plus de détails sur l'Opération turquoise. Quand nous avons rejoint la France, nous en avons parlé à François-Xavier Verschave de l'association Survie, il avait peine à nous croire. Comment des gens qu'on pensait intelligents, des chefs de notre armée, avaient pu s'abaisser ainsi en permettant la continuation du génocide fin juin 1994 ?

J'ai un peu mieux compris en lisant le livre de Sylvie Germain sur Etty Hillesum. Elle y fait référence au livre de Hannah Arendt *Eichmann à Jérusalem*.

« En apparence doué d'une intelligence normale, Eichmann paraît avoir été en fait, comme tous ses pareils, d'une consternante inertie mentale : un « tout petit homme », ne vivant, ne voulant, ne « pensant » que par procuration, dans une aveugle (et si confortable) soumission aux lois, aux ordres. « Eichmann n'était

pas stupide. C'est la pure absence de pensée – ce qui n'est pas du tout la même chose – qui lui a permis de devenir un des plus grands criminels de son époque ». Un peu plus loin, elle ajoute : « La pensée se fait dangereuse dès qu'elle se fossilise, par orgueil ou par paresse, qu'elle se met sur « pilotage automatique », sans plus tenir compte de la réalité qui, elle, est fantastiquement mouvante, pleine d'imprévus, de surprises, de défis à relever. La pensée se fait assassine dès qu'elle se rend sourde aux autres – à la parole d'autrui, à ses appels, à sa détresse ». Et plus loin :

« Hannah Arendt a été frappée par l'incapacité d'Eichmann à penser du point de vue d'autrui, à sortir du réseau des clichés, dans lequel il s'était volontairement enfermé, et c'est pourquoi il n'entendit rien, tout au long de son procès, aux accusations prononcées contre lui, répondant imperturbablement à chacune d'elles « non coupable ». La quasi-totalité des inculpés du procès de Nuremberg n'a pas dit autre chose, et le même scénario se répète à notre époque chaque fois qu'un bourreau est jugé pour crime contre l'humanité... Seule émerge une leçon : que l'exercice de la pensée est à la fois un droit et un devoir, que ce devoir est radical, que l'on ne peut s'y soumettre sans faillir à sa propre humanité. Et que par ailleurs il convient d'user de ce pouvoir de penser en se prémunissant de quelques « garde-fous », de quelques signaux et balises : en l'occurrence, reconnaître et accepter que l'on n'est pas seul en ce monde, qu'il y a des autres en foule autour de nous, et que la diversité de ces autres est illimitée, que tous, chacun, sont hôtes de ce monde au même titre que soi, et qu'ils ont les mêmes droits de séjour sur cette terre ».

A chacun de nos retours en France, nous avons essayé de témoigner de ce que nous avons vu et entendu au Rwanda. Ainsi en janvier 1998, voici ce que j'ai écrit à Jean-Luc Mouton, directeur de *Réforme*, hebdomadaire protestant, pour qu'il se fasse l'écho d'un certain nombre de questions qui nous avaient interpellés lors de ce nouveau séjour au Rwanda :

« Quatre ans après le génocide contre les Tutsi du Rwanda »

« Après ce nouveau séjour de trois semaines au Rwanda, nous aimerions partager avec vous quelques événements et réflexions sur la situation actuelle de ce pays, presque quatre ans après le génocide.

Dès notre arrivée, nous avons rencontré des responsables d'Églises et nous leur avons demandé s'ils pressentaient un renouveau dans leurs communautés, s'ils pouvaient nous donner des exemples de réconciliation. Ils en avaient très peu, malheureusement.

Le pasteur Karamaga, qui vient d'être reconduit à l'unanimité à son poste de Président de l'Église presbytérienne du Rwanda (EPR), a visité dernièrement une de ses églises, à Cyangugu au sud-ouest du pays, au bord du lac Kivu. Dans cette Église de mouvance pentecôtiste, on manifeste avec enthousiasme et beaucoup d'alléluias, son amour pour Dieu. Voici le dialogue qu'A. Karamaga a reconstitué pour nous :

— Je vois que vous aimez beaucoup Dieu !

— Oh ! Oui ! Alléluia !

— Vous l'aimez, mais est-ce que vous l'avez déjà vu ?

— Ah ! Non, on ne l'a pas encore vu.

— Et vous aimeriez le voir ?

— Oui, oh ! Oui, nous aimerions le voir. Dis-nous comment faire.

— Alors, que chacun se tourne vers son voisin, regarde sa figure et il verra l'image de Dieu.

— Nous voyons ses yeux, sa bouche.

— Oui, et que voyez-vous encore ?

— Nous voyons son nez.

— Quand vous voyez son nez, est-ce que vous pensez à Dieu ou à autre chose ?

— On pense à autre chose... (Le nez des Tutsi est en général plus fin que celui des Hutu, mais ce n'est pas forcément le cas)

— Alors, qu'est-ce qu'il faut faire ?

Un ancien se lève et dit : « Il faut se confesser et prier Dieu qu'Il nous pardonne ».

Deuxième exemple. L'abbé Modeste Mungwarareba, secrétaire général de la Conférence Épiscopale du Rwanda nous a raconté que le premier geste d'un « génocideur », de retour d'exil, avait été d'aller demander pardon à la femme dont il avait tué le mari. Maintenant, c'est elle qui lui apporte chaque jour à manger en prison.

Il concluait qu'en fait, pour les rescapés du génocide, une chose était importante : que les assassins reconnaissent leur faute ! Mais c'est bien loin d'être le cas. En effet la situation reste encore très tendue, faite de peur et de méfiance. On peut même dire que le génocide continue dans les préfectures de l'Est. Les anciens soldats de l'armée d'Habyarimana et les miliciens, suréquipés (par qui et avec quel argent ?) déferlent en masse, prenant souvent comme bouclier humain des hommes, des femmes, des enfants, non armés, au premier rang, puis aux deuxième et troisième rangs, des gens qui sont revenus d'exil en novembre 1996, encore tout imprégnés de l'idéologie raciste qui les pousse « à terminer le travail » (c'est-à-dire exterminer les derniers Tutsi) et qui sont armés de gourdins et de machettes. La presse s'est fait l'écho des deux massacres de Mudende, en août et décembre, mais ce ne sont pas les seuls. Nous avons frémi d'horreur en apprenant que certains de ces groupes se faisaient appeler « Les combattants de Jésus ».

L'armée réagit en tirant, sans pouvoir faire la distinction entre les miliciens et les civils armés qui les aident. Et la communauté internationale crie alors aux violations des Droits de l'homme.

Or nous avons été scandalisés par un document daté du 13 juillet 1997, émanant de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA) qui a prêté son appui logistique et moral à un groupe de pasteurs et de laïcs rwandais en exil à Nairobi. Dans ce document, ils demandent son aide à la communauté chrétienne internationale. Or à notre connaissance, au moins l'un des signataires a apporté son soutien au régime génocidaire. Quant aux autres, nous ne savons pas ce qui les empêche de faire comme les autres pasteurs et laïcs qui ont quitté les camps du Zaïre en novembre 1996 et ont retrouvé leur place dans leurs Églises au Rwanda.

Que nos Églises d'Europe et des USA les encouragent plutôt à revenir construire leur pays et leurs églises, au lieu de mettre à leur disposition des fonds qui seraient bien mieux utilisés pour des projets de développement et pour la formation théologique.

A la veille du Nouvel An, la télévision rwandaise nous a abreuvés des cantiques de plusieurs chorales qui chantaient uniquement le refuge que peut offrir le Ciel aux malheureux. C'est la théologie dominante actuellement dans la plupart des Églises rwandaises. Exception faite, heureusement, de l'enseignement dispensé depuis deux ans à la faculté de théologie de Butare.

Quand je compare avec les richesses de notre réflexion théologique en Europe, je me dis qu'il est urgent de les partager, et que l'affectation de nos dons doit aller en priorité, après les projets de développement, à la formation théologique, à un recyclage pour un rapide renouveau dans la liturgie et dans la prédication.

En effet, dans les Églises aussi bien catholiques que protestantes, on retrouve ce phénomène d'un message qui, pour reprendre des expressions de Jacques Troulard à propos des sectes, est un « message peut-être séducteur » pour des gens qui souffrent d'une immense solitude – certains ont perdu tous les leurs dans le génocide, ou bien les maris, les fils génocidaires sont emprisonnés – ou d'une immense angoisse devant la mort, angoisse d'une mort imminente à cause du sida qui fait de plus en plus de victimes : des familles entières contaminées, sont couchées, dans l'attente de la mort.

Angoisse aussi à cause des rumeurs annonçant, par exemple que les Tutsi ne verront pas la prochaine année, rumeurs qui créent un climat tel que nous avons vu très peu de gens à Kigali, le soir, et que nos amis ont renoncé à nous faire faire du tourisme dans le pays, alors qu'à Noël 1995 nous pouvions aller partout sans crainte.

Donc « un message peut-être séducteur, mais "réducteur", qui fait perdre tout esprit critique ». Et c'est là, finalement, notre grand sujet d'inquiétude.

Heureusement, dans ces Églises, l'Esprit repose sur une poignée de femmes et d'hommes remarquables pour leur foi, leur courage. Ils essaient de vivre l'Amour et l'Espérance du Christ, dans leurs communautés ecclésiales, dans leur vie professionnelle, au niveau du gouvernement ou de certaines agences de développement, ou

tout simplement dans la vie familiale et sociale quotidienne. C'est là notre raison d'espérer ! ».

Je faisais également part au directeur de Réforme d'une proposition de la Conférence des évêques de France datant de novembre 1997. Jean avait fait un rapport au Cardinal Etchegaray de la visite de Rocard au Rwanda en septembre 1997. Monseigneur Lagoutte, alors Secrétaire général de la Conférence des évêques de France, avait écrit à Jean :

« Dites à M. Michel Rocard que nous allons répercuter son appel à l'Église catholique. Le Rwanda a toujours besoin de notre vigilance et je le remercie de nous aider à la maintenir active ».

C'est sur l'initiative de Jean et à l'invitation du président Bizimungu que Rocard avait rencontré les plus hautes autorités du pays du 28 août au 1^{er} septembre 1997. Voici un extrait de l'appel de Rocard à l'Église catholique :

« Comment ne pas souhaiter que l'Église catholique prenne ses responsabilités, elle dont l'autorité, l'emprise morale mais aussi politique et économique restent considérables au Rwanda, et qui est encore la première force morale de ce pays ? Il faut espérer que la voix de certains de ses membres sera entendue par sa hiérarchie et qu'elle comprendra qu'il lui faut montrer l'exemple de la rupture avec les errements d'hier. Ces errements sont ceux d'une trop grande implication dans la gestion économique et sociale du pays, ceux de l'application d'une grille ethnique à la société rwandaise. Il lui faudra tirer les conséquences du discours du Pape sur le nécessaire jugement des ecclésiastiques compromis. Car le commandement évangélique du pardon que l'Église met en avant ne peut pas dispenser de rendre compte devant la justice des hommes. Il ne peut signifier ni impunité ni oubli ».

Jean eut aussi l'occasion d'écrire une lettre à l'archevêque anglican de Canterbury. L'évêque anglican, Jonathan Ruhumuliza, était accusé par un certain nombre de ses paroissiens d'avoir participé de façon indirecte à l'assassinat de paroissiens anglicans tutsi pendant le génocide. Quand il prêchait, ses paroissiens lui tournaient carrément le dos. Or l'évêque de Canterbury avait organisé une journée mondiale de prières pour soutenir cet homme qui se disait persécuté par les autorités du Rwanda. Nos

amis anglicans étaient si indignés que Jean fit cette démarche, demandant qu'une enquête soit faite sur place. Ce qui fut fait. L'évêque Jonathan fut envoyé dans un autre pays. Je ne sais, à l'heure actuelle, s'il a été poursuivi en justice et jugé.

D'où nous venait la fascination que nous éprouvions pour un jeu de patience que notre aîné nous avait appris ? Répartir un jeu de cinquante-deux cartes en seize tas, en cercle, et remonter toutes les séries sur les as au milieu.

Je crois avoir compris pourquoi ce jeu nous passionnait au point qu'il nous était impossible d'aller nous coucher le soir si nous n'avions pas gagné une partie ! En relisant les lettres que j'écrivais à maman, j'ai été stupéfaite par **toutes les démarches que Jean avait entreprises et qui n'avaient jamais abouti...**

Pourtant, comme dans un jeu de patience, il y mettait toute son attention et son intelligence, mais voilà... toutes les cartes n'étaient pas retournées en même temps, certaines restaient cachées. Nous ne possédions pas l'omniscience qui aurait permis de faire tel choix plutôt que tel autre. Certains paramètres nous échappaient complètement. Que de fois il a fallu remettre sur le métier d'autres trames, d'autres chaînes, d'autres couleurs pour, enfin, réussir quelques projets !

« La nature est très généreuse en graines, elle les donne en abondance à la terre, mais peu germent et deviennent des arbres », disait Jean.

Chapitre IX

Une pause à Dieulefit

En 1997, le pasteur Honegger m'a sondée pour savoir si j'accepterais d'être la présidente du Conseil presbytéral de Dieulefit. Je lui ai demandé :

- En quoi consistera mon travail ?
- Préparer les réunions mensuelles du Conseil.

Il m'a semblé que c'était à ma portée, aussi ai-je accepté. Et pourtant, en acceptant, je ne savais pas ce qui m'attendait ! Au bout de sept ans, quand j'ai fait le bilan, mon travail s'est avéré plus que cela !

Je n'ai plus accompagné Jean au Rwanda, car ce ministère m'occupait à plein temps. D'autant plus que nous avons été deux fois deux ans sans pasteur. Il a fallu assurer des tâches pour lesquelles je n'étais guère préparée : représentation auprès des autorités, respect de certaines règles administratives, contraintes techniques ou juridiques dans les questions de bâtiments. Mais nous formions une bonne équipe et grâce à elle, grâce aux conseils des anciens, nous avons pu faire avancer le bateau, d'autant plus que nous savions que nous avions un bon pilote, alors nous Lui avons fait confiance dans les moments difficiles et Il nous a aidés.

Nous avons pu trouver, pour chaque dimanche, un prédicateur ou une équipe pour assurer le culte, des bonnes volontés pour maintenir les activités qui nous paraissaient importantes. J'ai appris à me servir d'un ordinateur et d'internet, cela m'a rendu d'immenses services pour communiquer avec les autres membres du bureau, en particulier avec Jean Lienhart sans l'aide matérielle et spirituelle duquel je n'aurais jamais réussi à tout mener de front.